

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 04/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RADIOR FRANCE SAS

Ecoparc
3 allée des Merisiers
27400 Heudebouville

Références : UBDEO.ERA.2026.172.SG
Code AIOT : 0005800563

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2026 dans l'établissement RADIOR FRANCE SAS implanté 3, Allée des Merisiers Ecoparc Louviers Sud 27400 Heudebouville. L'inspection a été annoncée le 03/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 29 avril 2026 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale sur la thématique de la disponibilité des moyens en eau sur les sites industriels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RADIOR FRANCE SAS
- 3, Allée des Merisiers Ecoparc Louviers Sud 27400 Heudebouville

- Code AIOT : 0005800563
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

RADIOR FRANCE est l'un des principaux fabricants mondiaux et le seul français spécialisé dans les encres métalliques, les encres grattables et les encres fluorescentes pour tous les procédés d'impression. L'activité de fabrication d'encre (formulation et mélange) et de stockage de matières premières et produits finis sont réalisés à Heudebouville et emploie 22 salariés avec une amplitude horaire de 8h-18h pour les bureaux et 8h-16h pour la production. Le site est placé sous le régime de l'autorisation pour le stockage et l'emploi de solides inflammables (rubrique 1450 de la nomenclature des installations classées) et soumis à déclaration pour son activité d'emploi/fabrication de colorants et pigments (rubrique 2640) et pour ses autres stockages sous la rubrique 4510 (dangereux pour l'environnement aquatique).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Registre, tests et contrôles des moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	1 mois
6	Accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau	Arrêté Préfectoral du 12/02/1997, article 4.14.1	Sans objet
2	Disponibilité des débits des poteaux et état par sondage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
3	Disponibilité des réserves d'eau et moyens de pompage et	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	état par sondage		
4	Plan des moyens incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'action s'inscrit dans le cadre d'une action régionale visant à s'assurer que l'exploitant ait une bonne connaissance du caractère opérationnel des poteaux/bouches incendie ou des autres moyens d'extinction qui participent au dimensionnement des besoins en eau du site.

L'extinction du site est basée sur la DECI publique, jugée comme satisfaisante.

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les actions visant à assurer l'accès des services de secours et de justifier sous 1 mois du caractère fonctionnel du système de désenfumage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/1997, article 4.14.1
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Le réseau incendie doit pouvoir assurer en toutes circonstances un débit minimal de 60m ³ /h sous une pression de 1 bar.
Constats : Sur demande de l'inspection, l'exploitant a indiqué en préambule que le projet de construction d'un nouveau bâtiment, qui avait été porté à la connaissance de l'inspection en décembre 2022, n'est pas à l'ordre du jour en raison de la situation socio-économique et politique mondiale et de ses incidences sur l'activité du site. Du reste, l'exploitant devra remettre un dossier actualisé si le projet était de nouveau considéré. L'exploitant a fait réaliser en janvier 2022 par le CNPP un dimensionnement des besoins en eau d'extinction du site, dans le cadre de ce projet, et a transmis le dossier à l'inspection. Le dossier a considéré les 5 zones de référence suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - zone 1 bâtiment existant - zone 2 et 3 : respectivement zone stock et zone production du bâtiment projeté - zone 4 : local de produits dangereux, existante - zone 5 : zone de stockage de déchets Le débit maximal attendu est de 180m ³ /h dimensionné pour la zone 1. Cette zone représentant le

bâtiment existant, et bien que le projet n'ait pas été mis en œuvre, le calcul du débit requis est conforme et peut être appliqué à l'installation existante.

Pour répondre à cet objectif, l'exploitant considère deux poteaux incendie externes :

- le poteau allée des tilleuls
- le poteau allée des merisiers

Le site ne dispose pas de poteaux incendie privés, de réserves d'eau et n'est pas sprinklé.

Les prescriptions relatives au besoin en eau du site seront modifiées dans une mise à jour ultérieure de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Disponibilité des débits des poteaux et état par sondage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, /

Prescription contrôlée :

Moyens d'intervention en cas d'accident.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport de vérification des poteaux incendie de la commune d'Heudebouville. Celui-ci indique les relevés suivants, suite à contrôle du 15 mai 2023 :

- poteau 14 Allée des tilleuls : 180m³/h à 3 bars, pression statique 5.8
- poteau 15 Allée des merisiers : 180 m³/h à 3 bars, pression statique 5.7

Aucune anomalie n'est relevée.

L'exploitant indique qu'aucun contrôle formalisé n'est réalisé par ses soins sur les poteaux.

Néanmoins, ils sont visibles dans la rue et il a signalé à la mairie en septembre 2025 un piratage du poteau incendie allée des merisiers.

L'inspection s'est rendue à l'emplacement des 2 poteaux qui, situés en bord de route, étaient accessibles malgré l'absence d'aire de stationnement.

Le SDIS, consulté le 30 avril 2026, considère la situation acceptable, la DECI publique suffisant à couvrir le besoin calculé D9.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Disponibilité des réserves d'eau et moyens de pompage et état par sondage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Moyens d'intervention en cas d'accident. Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. « L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Le site ne dispose pas de réserve d'eau interne. Les poteaux externes sont contrôlés par la municipalité. L'exploitant devra veiller à disposer des contrôles selon la fréquence réglementaire permettant de justifier du débit suffisant sur la DECI. L'exploitant effectue la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie du site (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction). Ce point sera détaillé dans le point de contrôle n°5.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan des moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : - les plans, en particulier, pour les installations concernées : - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ; ... - le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté;
Constats : L'exploitant dispose d'un plan d'intervention daté de 2015 précisant l'emplacement des stockages de liquides et solides inflammables, la localisation des extincteurs et des commandes

de désenfumage et la centrale SSI.
Un plan dédié aux services de secours est établi et à disposition dans un dossier « pompiers ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registre, tests et contrôles des moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, /

Prescription contrôlée :

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

Constats :

L'inspection a consulté en séance le registre de sécurité du site pour un contrôle par sondage. Celui-ci indique :

- le contrôle en janvier 2026 des extincteurs : 49 en bon état, 3 ont été remplacés

Le site dispose de plusieurs types d'extincteurs, dont des extincteurs poudre classe D en cas d'incident concernant la poudre d'aluminium.

- le contrôle de la centrale SSI en janvier 2026 : le prestataire a établi une attestation Q7 sans remarque.

Le site dispose de détecteurs linéaires et de détecteurs de fumée reliés à la centrale.

- le contrôle du désenfumage en janvier 2026 : 6 conformes, 4 fonctionnels avec travaux à prévoir, 1 est non fonctionnel. Le prestataire a établi un devis à l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier de la remise en état du système de désenfumage , sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Accessibilité au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62

Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment

l'intervention des services d'incendie et de secours.
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'une seule entrée composée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un portail manuel à clé classique pour l'accès au site, fermé le soir et le week end ; - d'un 2^e portail automatique avec interphone pour l'accès des poids lourds. Lors de la visite, ce portail était en position fermée. <p>En cas de sinistre type incendie, hors heures ouvrées, l'exploitant précise que la télésurveillance contacterait le cadre d'astreinte ainsi que le SDIS.</p> <p>Le portail automatique peut être ouvert à distance par le cadre d'astreinte. Néanmoins, l'exploitant devra s'assurer de l'accessibilité au site via le 1^{er} portail.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en place un dispositif de fermeture permettant à tout moment l'accès au site par les services de secours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois